

Inflation : la France en alerte

« La France se débat avec une inflation à 5,2 % et une activité économique en berne », titre **Les Echos**, en Une, relayant l'estimation provisoire de l'Insee publiée hier, selon laquelle l'inflation a franchi la barre des 5 % sur un an en mai. Miné par la chute de la consommation et du pouvoir d'achat, le PIB s'est contracté de 0,2 % au premier trimestre. Les perspectives s'assombrissent pour le gouvernement. A fin mars, l'acquis de croissance pour 2022 n'est plus que de 1,9 % au lieu des 2,4 % anticipés précédemment. « Compte tenu des diverses révisions à la baisse, nous tablons désormais sur une croissance de 2,1 % pour l'ensemble de l'année, contre 2,7 % précédemment », indique Charlotte de Montpellier, chez ING France. « Ces révisions ne changent pas la vision globale, tempère Sylvain Bersinger, chez Asterès. Elles confirment l'absence de dynamique de l'économie française liée au contexte géopolitique. Mais on reste dans un scénario de stagnation, pas de récession. » Pour préserver le porte-monnaie des Français, l'exécutif promet de nouvelles mesures, que détaille le quotidien, soulignant que le projet de loi sur le pouvoir d'achat doit être présenté le 29 juin. (**Les Echos**, p.2)

« Face à l'inflation, la méthode française est-elle la meilleure ? », titre L'Opinion, détaillant que traumatisée par la crise des Gilets jaunes, la France a moins d'inflation que ses voisins car elle a gelé les prix de l'énergie avant la guerre en Ukraine. La France bénéficie de son parc nucléaire, mais aussi du fait que l'énergie pèse moins dans la consommation moyenne que dans d'autres pays. (L'Opinion, p.1)